

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Sadate à Jérusalem

PAS DE PAIX VERITABLE SANS LES PALESTINIENS

L'initiative du président
égyptien de se rendre à Jérusalem

pour prendre la parole devant le parlement sioniste continue de susciter de très vives controverses à travers le monde. Dans plusieurs capitales arabes, des manifestations, parfois violentes se sont déroulées.

Dans l'intervention qu'il a solennellement prononcée devant le Parlement israélien, le président Sadate, a cependant rappelé les axes fondamentaux qui soutiennent les peuples arabes et palestiniens dans leur lutte commune : refus d'un traité de paix séparé, évacuation des territoires arabes occupés, reconnaissance des droits fondamentaux des Palestiniens, y compris à un État indépendant. Sur ce point, il a notamment déclaré :

«La question palestinienne est l'essence du problème du Proche-Orient. Nul ne peut plus ignorer le problème palestinien et la question des droits du peuple palestinien... La paix ne saurait être réalisée sans les Palestiniens», sans toutefois mentionner l'OLP dans son intervention.

Dans sa réponse, Bégin, chef du gouvernement sioniste, n'a en rien laissé entendre qu'il pourrait être prêt à accepter, ne serait-ce que partiellement, certaines des conditions que le président égyptien a soulignées comme nécessaires pour assurer une paix juste et durable au Proche-Orient. Les positions affirmées dans les deux interventions prononcées restent donc, à l'état actuel, toujours aussi inconciliables.

Pour sa part, dans une série de déclarations, l'OLP - qui doit réunir prochainement ses instances dirigeantes - a réaffirmé avec force son existence et son autonomie. En regrettant, en termes mesurés, l'initiative du président égyptien, Ezzedine Kalak, porte-parole de l'OLP à Paris, a réaffirmé qu'à l'heure où les bombardiers sionistes continuent de pilonner les camps palestiniens au Sud-Liban, la Résistance palestinienne entend poursuivre son combat sous toutes ses formes : armée, politique et diplomatique, jusqu'à la réalisation de ses objectifs.

• St Nazaire

MARCHAIS PLAIDE POUR LES MONOPOLES DES CHANTIERS NAVALS

Samedi 19 novembre, Marchais vient présenter à l'Hôtel-de-ville de St-Nazaire les propositions du PCF pour sortir de la crise l'industrie navale.

Devant une salle d'environ 500 personnes, militants et sympathisants proches du PC, pour l'essentiel, Marchais a plaidé longuement pour l'impérialisme français. Il loue la «vocation maritime» de la France, s'indigne que la «5e puissance industrielle mondiale ne soit que la 10e puissance maritime» déplore le «gâchis de potentiel humain». Emporté par le délire démagogique, il affirme qu'un bon Programme commun permettrait un développement annuel de la construction navale de 9 %, un accroissement de la capacité de production de 20 %. En bon aspirant à la gestion du capitalisme, il propose de

Suite page 3

6 000 FRANÇAIS ET IMMIGRÉS AU COUDE A COUDE



Samedi dernier, nous étions 6000 dans les rues de Paris, à manifester notre indignation, notre refus des mesures Stoléro qui veut empêcher les familles des travailleurs immigrés de venir en France les rejoindre, qui veut les expulser en leur proposant un million et la valise, qui veut mettre fin à l'immigration en France.

Nous étions 6000 à l'appel de la Coordination des foyers Sonacotra, ces travailleurs immigrés qui mènent une lutte longue et exemplaire, une grève des loyers, qui posent la question des conditions de vie des immigrés.

Nous étions 6000 et personne ne pouvait empêcher cette manifestation. Ni les intimidations policières, ni le refus des responsables syndicaux CGT et CFDT, ni les condamnations officielles des chefs du PCF.

**VOIR
NOTRE
ARTICLE
PAGE 3**

Editorial

L'hypocrisie de Moscou

La visite effectuée par Anouar El Sadate en Israël, visite encouragée par les impérialistes américains, suscite de nombreuses réactions notamment dans les pays arabes, et cela est bien normal.

Cependant, la superpuissance soviétique, étrangère au Moyen-Orient, mais qui s'y démène beaucoup, a cru son heure venue et a cherché fébrilement à tirer profit de la situation. Sortant son artillerie des grands jours, l'agence soviétique Tass s'est déchainée.

Il n'est un secret pour personne que Moscou n'a pas pardonné à l'Égypte et à Sadate d'avoir riposté fermement à ses diktats et d'avoir chassé les experts soviétiques du territoire égyptien.

On comprend donc aisément que Moscou colle précipitamment l'étiquette de «traître» à Sadate et on comprend tout aussi aisément que Moscou cherche par ses clameurs à renverser une situation défavorable pour elle au Moyen-Orient.

Car qui croira que Brejnev et sa clique se soucient des intérêts du peuple égyptien et des autres peuples arabes ? N'est-ce pas le social-impérialisme russe qui porte une écrasante responsabilité dans les difficultés et les vicissitudes que connaissent les peuples arabes dans leur lutte contre le sionisme israélien ? Qui, en octobre 1973, a voulu mettre à profit la guerre d'agression sioniste pour asservir l'Égypte et Sadate ? Qui a refusé en plein combat de livrer des pièces détachées à l'armée

égyptienne ? Qui a voulu clouer au sol l'aviation égyptienne ? Moscou, encore Moscou, toujours Moscou !

En un mot, qui a poignardé les Arabes dans le dos ? Moscou !

... plus tard, alors que l'Égypte, éprouvée par

la guerre d'agression sioniste, en proie à une dure situation économique tentait de se relever, qui a voulu la mettre à genoux en lui imposant brutalement et féroce-ment un remboursement de dettes ? Moscou !

Et de façon plus permanente, qui soutient Israël en sous-main en envoyant des Juifs soviétiques au moment où l'État sioniste a besoin précisément de chair à canon ? Moscou !

En fait, l'URSS se soucie des peuples palestiniens et arabes comme de sa dernière chemise. Son but est invariable : c'est d'occuper des positions stratégiques au Moyen-Orient pour se trouver en position de force face à l'autre superpuissance. Pour atteindre ce but, tout lui est bon - chantage, intimidation, subversion, division : dès qu'elle peut pêcher en eau trouble, elle se précipite. Hier elle voulait miser sur la Lybie contre l'Égypte, aujourd'hui, elle appelle à isoler l'Égypte. En fait, Moscou sabote par tous les moyens l'unité des pays arabes : elle cherche à dresser un pays contre l'autre, un peuple contre un autre. Ainsi a-t-elle agi lors de la guerre civile qu'elle avait contribué à allumer au Liban : un jour elle portait aux nues le président syrien Assad, le lendemain elle le traitait d'assassin. En fait, le critère selon lequel l'URSS choisit ses étiquettes est fonction de l'obéissance des pays qu'elle convoite à sa baguette.

Pourtant, à l'heure actuelle, les étiquettes «made in Moscou» sont impuissantes à améliorer la situation du social-impérialisme russe en Afrique et au Moyen-Orient. Cela ne l'empêche pas de s'imaginer qu'en écrasant Sadate d'insultes il pourra se refaire une virginité et faire oublier sa sale trahison de la lutte des peuples palestiniens et arabes, ainsi que ses sales crimes du Liban à la Somalie et au Zaïre.





40 000 coupures de courant pour impayés

40 000 coupures de courant ont été effectuées depuis le premier janvier 1977. Ce nombre pourrait dépasser 50 000 à la fin de l'année.

Ces coupures touchent les travailleurs au chômage, les vieux travailleurs. Electricité gratuite pour les chômeurs et les vieux travailleurs !

• Les Ulis (Essonne)

Des classes de neige pour tous les enfants !

Aux Ulis c'est la première journée des classes de neige. Ces classes permettent aux enfants de passer un mois à la montagne, ce qui est très positif. Mais c'est aussi très cher.

Aux Ulis 552 enfants partent ainsi. Chacun d'entre eux coûte à la commune pour le séjour 1900 F, les parents payant entre 210 F et 1120 F. Les parents trouvent donc des facilités pour que leurs enfants puissent partir.

Cependant, pour des familles ces prix sont trop chers. Dans le quartier, beaucoup touchent des salaires leur permettant à peine d'arriver au bout du mois. Pour eux, les classes de neige sont un luxe et il faudra se serrer la ceinture pour envoyer les enfants à la montagne. A la réunion des parents

qui précède le départ, Turmolle (adjoint au maire PCF) explique que ceux qui restent vont être traumatisés et qu'ils auront l'impression d'être des chiens galeux. Une personne parle alors des problèmes de fric. « Venez me voir à la mairie ». A la mairie en privé Turmolle propose de payer en quatre fois au lieu de trois, c'est comme ça. Il n'y peut rien. Au lieu de dénoncer en public la ségrégation dont sont l'objet des enfants pour les classes de neige, Turmolle y fait donc l'éloge des réalisations de la mairie.

Dès le premier départ les enfants doivent rester chez eux, les parents ont entamé une action pour que tous les enfants des classes partent sans exception. La mairie doit prendre en charge les cas difficiles.

Un marin - pêcheur condamné pour ...pollution

Alors que la Montedison a jeté durant des mois et des mois des tonnes de boues rouges en Méditerranée, alors que Pechiney Ugine Kuhlman rejette dans le Rhône des tonnes de produits chimiques et ceci sans être condamné le moins du monde, ou alors pour la forme, un pêcheur de Bessin (Calvados) Michel Feugères vient, lui, d'être condamné pour pollution à la demande

du préfet. Il devra payer 160 F pour avoir jeté dans le port de Bessin une cinquantaine de crabes morts et un tuyau long de 40 m et de 30cm de diamètre.

Les marins pêcheurs ont protesté. Depuis plusieurs années ils luttent contre la pollution industrielle en baie de Seine et contre les industriels qui sont les véritables pollueurs.

Accidents du travail Trois fois plus chez les immigrés

Le congrès du Bureau International du Travail (BIT) s'est déroulé en Yougoslavie et vient de se terminer. Parmi les sujets abordés par ce congrès : les accidents du travail.

Un des constats faits par les congressistes est que les travailleurs immigrés sont

trois fois plus victimes d'accidents du travail que les travailleurs du pays. Les causes retenues par les experts sont : Les mauvaises conditions de travail, la sous-alimentation de ces travailleurs et l'insalubrité de leurs logements.

Des médecins contre les médecins-flics

Un contrôle médical effectué à la demande d'une entreprise de Reims par la firme privée Securex, est fermement contesté par des médecins rémois.

Mardi dernier, une trentaine de médecins avaient manifesté devant l'usine Pim (produits d'Usines Métallurgiques) pour protester contre le licenciement d'un ouvrier. Ce dernier avait refusé la semaine dernière de

reprandre le travail avant la fin de l'arrêt maladie que lui avait prescrit son médecin traitant, et ceci bien qu'un médecin-flic de la «securex» ait jugé qu'il était en état de travailler.

Le licenciement a pour cause ce refus de reprendre le travail. A Reims, 80 médecins ont signé un manifeste contre la société «Securex» qui emploie des médecins-flics.



• Bolivie

Les raisons d'une manoeuvre électorale

Vendredi à Paris, a eu lieu une conférence de presse du Docteur Siles Salinas, président de l'Assemblée des Droits de l'Homme en Bolivie.

Tout d'abord, il a tenu à exprimer son opinion sur les liens historiques qui existent entre tous les pays d'Amérique latine, sur le fait que ce sont 200 millions de Latino-américains qui vivent sous un régime militaire répressif.

Il a expliqué que tous ces régimes étaient entrés dans une phase de recul. Il a notamment montré que partout se lève une opposition grandissante et notamment au Brésil où, un peu dans tous les secteurs de la population, on refuse le régime.

Puis dans une deuxième partie, il a tenu à expliquer

la raison pour laquelle Banzer, le dictateur bolivien, propose de faire des élections en juillet 1978 et non en 1980 comme cela était prévu.

Actuellement, suite à une répression considérable, l'opposition est muselée. Par contre, en 1980, il risque d'y avoir une opposition qui se réorganise, relève la tête et qui se trouverait dans la possibilité de faire de la propagande. M. Siles Salinas a divisé en deux périodes l'évolution du régime des militaires. De 1971 à 1974, la répression était individuelle et très violente, des centaines de milliers de personnes furent emprisonnées, torturées, exilées. Après 1974, et jusqu'à aujourd'hui, la répression fut institutionnalisée et tout mouvement fut réprimé par



le sang même les partis du centre et de droite traditionnels furent touchés par la répression. Les syndicats furent supprimés.

Ensuite, il a démontré par différents chiffres que la situation économique se dégradait considérablement et que c'était là une raison supplémentaire pour Banzer de précipiter la date des

élections avant que la situation ne devienne catastrophique.

Enfin M. Siles Salinas a terminé sa conférence en montrant que les éléments de résistance grandissaient, chez les mineurs dont les traditions de lutte sont grandes, mais aussi parmi les paysans et les étudiants.

• Afrique du Sud

L'enquête sur la mort de Steve Biko se poursuit. Le troisième jour de l'enquête, sont apparus de nouveaux faits jusqu'à présent inconnus et qui prouvent directement la responsabilité du gouvernement dans le meurtre de Steve Biko.

L'avocat de la famille Steve Biko a déclaré que le leader noir avait été «passé à tabac» au cours de sa détention. Ces faits, les policiers refusent de les admettre. Par contre, il a été révélé que Steve Biko, suite aux coups qu'il avait subis lors des interrogatoires, avait été transporté nu et pratiquement inconscient à bord d'une Land Rover de Port Elisabeth à Pretoria, soit 1.120 kms, avant de mourir quelques

heures après son arrivée. Les dispositions médicales prises pour ce transport se résument à un bidon d'eau.

Après les cinq jours d'interrogatoire, Steve Biko avait été découvert dans sa cellule de Port Elisabeth, nu sur le ciment, le regard vitreux et avec une forte respiration. C'est le lendemain, peu de temps après son arrivée à Pretoria qu'il devait mourir.

Toutes les déclarations des policiers responsables de l'interrogatoire tombent d'elles-mêmes. Ce meurtre est clair et malgré toutes les tentatives honteuses de maquillage, les racistes ne parviennent pas à le cacher.

• Espagne

Le maire de la ville a annoncé qu'une base de ravitaillement pour les cargos et les chalutiers soviétiques pourrait être prochainement créée dans le port espagnol d'Algésiras, dans le détroit de Gibraltar.

Le nombre de navires

qui feraient escale à Algésiras seraient de 500 et de 1 200 dans les années suivantes. Les chalutiers soviétiques sont bien connus pour leurs remarquables capacités d'espionnage et le détroit de Gibraltar est une zone stratégique importante...

• Thaïlande

Les forces armées patriotiques dirigées par le parti communiste de Thaïlande ont déclenché une grande offensive contre les gardes armés gouvernementaux qui protègent le chantier routier Chiang-Kham Ta Wang Pha, dans la province de Nan, à la fron-

tière du Laos. En 45 jours, 45 fantoches ont été tués au cours de cette opération. Cette route stratégique de 160 km est actuellement coupée au km 60 dans la région montagneuse qui sert de base aux maquis du PCT.

• Chili

Une centaine de membres des familles des disparus ont manifesté jeudi pendant une demi-heure dans le centre de Santiago pour attirer l'attention sur ces disparitions.

Une vingtaine de personnes, essentiellement des femmes ont été arrêtées par les forces de l'ordre qui ont dispersé la manifestation.

• Tchécoslovaquie Répression contre des artistes

La répression contre les artistes opposants au régime se poursuit en Tchécoslovaquie. L'un des auteurs-compositeurs les plus connus parmi les jeunes, Jaroslav Hutka fait depuis plusieurs mois l'objet de poursuites pour exercice illégal de la profession d'artiste. Il risque deux à huit ans de prison.

Jaroslav Hutka, 30 ans, s'inspire du folklore tchèque. Son troisième disque réalisé l'an dernier, a été interdit juste avant sa sortie.

Les poursuites engagées contre le chanteur ont suscité une vague de protestations. Des pétitions en sa faveur signées par des milliers de jeunes, ont été adressées au ministère de la culture.

Dans une lettre ouverte, Jaroslav Hutka déclare : « Je comparaitrai devant un tribunal parce que mes

chansons ne plaisent pas à la police et que je refuse d'agir contre ma conscience (...) Mais ce qui est réellement menacé, c'est la liberté de l'homme ».

D'autre part, les porte-paroles de la «Charte 77», Jiri Hajek, Ladislav Hejdanek, et Marta Kubisova ont adressé au début de la semaine une lettre au procureur général de la République pour demander la libération et l'abandon des poursuites contre l'acteur Pavel Landovsky, emprisonné depuis le 17 octobre dernier.

Landovsky était au nombre des personnes détenues brièvement le mois dernier lors du procès à Prague de quatre opposants. Il s'était battu avec les policiers chargés de l'arrêter. Il risque maintenant 5 ans de prison pour coups et blessures à agent de la force publique.

• Chine

Le secrétaire général du Parti Communiste Vietnamien, Le Duan est arrivé dimanche à Pékin pour une visite d'amitié en République Populaire de Chine.

Il a été accueilli à l'aéroport par le président Houa.

Au cours de sa première visite en Chine depuis la

réunification du Vietnam, Le Duan aura des entretiens avec les plus hauts dirigeants chinois.

Dans un éditorial de bienvenue, le «Quotidien du peuple» a souligné le voisinage socialiste amical et fraternel du Vietnam et de la Chine et réaffirmé leur camaraderie d'armes.



POUR CORRESPONDRE
PAR TELEPHONE : 202 18 29



● Saint-Nazaire

MARCHAI PLAIDE POUR LES MONOPOLES DES CHANTIERS NAVALS

Suite de la page une.

profiter du creux de la vague pour rajeunir la flotte et aborder la reprise dans de bonnes conditions.

Il promet des progrès de productivité au service des travailleurs, le profit maximum ne serait plus le critère économique «unique».

Un camarade intervient au nom de l'Humanité rouge : «Vous dites que la France réalise 6 % du commerce mondial et seulement 3 % sous pavillon français. Vous ne dites pas que la population française ne représente que 1,5 % de la population mondiale ce qui illustre sa position impérialiste. Vous regrettez que 5e puissance industrielle, elle soit seulement la 10e puissance mondiale. Ne vous faites-vous pas par là le défenseur de la position impérialiste de la France dans le monde ?». Marchais feint de croire que l'Humanité rouge propose la réduction de moitié de la construction navale française ! Il révèle par là qu'il est totalement étranger à la classe ouvrière. L'idée que la classe ouvrière puisse se battre pour défendre son droit au travail et ses conditions de vie sans se soucier d'un outil de travail qui ne lui ap-

partient pas, voilà qui ne peut être admis par ce politicien bourgeois. S'il avait eu le loisir de répondre, notre camarade aurait pu faire remarquer qu'à St-Nazaire, les seules affiches appelant à soutenir la lutte des grévistes des chantiers navals de Dubigeon, étaient celles de l'Humanité rouge. Tandis que les dirigeants du PCF sabotaient la lutte et la solidarité dans les chantiers méditerranéens.

Les politiciens bourgeois s'affrontent. Que les uns jugent les chantiers navals français non rentables, que les autres les défendent, c'est une bagarre de chacals. Certes la classe ouvrière peut légitimement s'indigner du gâchis capitaliste. C'est son travail qui est ainsi bradé. Mais ce n'est pas pour défendre l'outil de ses exploités et encore moins pour prendre leur défense contre les concurrents étrangers !

C'est seulement lorsque la classe ouvrière aura assuré son pouvoir politique et libéré le peuple travailleur des chaînes de l'exploitation capitaliste, que maîtresse enfin de l'outil de travail elle l'utilisera à son profit.

Des sous pour Chirac

Le 12 décembre prochain, le Conseil de Paris que préside Chirac va être saisi de l'examen du budget 78 de la ville de Paris. A l'Hôtel-de-ville c'est un budget que l'on présente sous des couleurs très roses : souci d'une fiscalité «modérée», logement social, politique culturelle, solidarité vers les personnes âgées, etc.

On se souvient que l'attrait que représentait la mainmise sur ce budget imposant a été pour beau-

coup dans l'âpreté de la lutte politique pour la conquête de la mairie de Paris aux dernières élections municipales. Pour 1978, le budget se monte à 7 259 millions, en hausse sur celui de 1977 qui s'élevait à 6 626 millions. Le budget d'investissement par contre sera légèrement en recul sur le précédent : 910 millions contre 940. Ce modeste budget municipal est donc équivalent à 3% de celui de l'État. Chirac, on le savait, a les dents longues !

Manifestation contre l'extradition de K. Croissant

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté vendredi soir à Paris contre l'extradition de Klaus Croissant, parmi de nombreux représentants d'organisations de magistrats et avocats, défilaient derrière un grand banderole proclamant : «Ils ont osé l'extrader, il faut libérer Croissant.» Il y avait aussi plusieurs sections syndicales. Parmi les mots d'ordre revenait souvent «Croissant extradé, nous sommes tous menacés». De semblables manifestations se sont déroulées un peu partout en France, à la fin de la semaine, à Marseille, Toulouse, Nancy, Caen, Morlaix, Pontoise...

A Draguignan, dans le Var, le premier substitut du Procureur, Monique Guelman, vice-présidente nationale du syndicat de la Magistrature, a prononcé vendredi matin, en pleine audience publique une déclaration condamnant l'extradition du Klaus Croissant.

Cette mesure de l'État français est d'autant plus scandaleuse que déjà toute la grande presse allemande prépare l'opinion publique à l'hypothèse d'un «suicide» de l'avocat. Le parquet fédéral Ouest-allemand a également manifesté l'intention d'étendre les motifs d'inculpation de Croissant, extradé pour «mise en place d'un système de communication entre détenus», au délit de «création d'association terroriste».

LEGISLATIVES

Marchais aux militants :

«Si ce n'est pas en 1978, ce sera le coup suivant».

Le PCF prépare-t-il les présidentielles de 1980 ?

Dans notre quotidien de vendredi, nous avons rapidement présenté la tactique de Mitterrand et de Chirac pour les élections législatives, telle qu'on peut la définir aujourd'hui tout au moins.

Quant au PCF, les choses sont plus vagues, dans la mesure où l'Union de la gauche rompue, c'est toute la ligne du parti de Marchais qui s'effondre. La fameuse phrase «nous n'avons pas de solution de rechange» reste à l'ordre du jour. Toutefois, un certain nombre de déclarations permettent de poser clairement une question.

A la Une de l'Humanité-dimanche, de la semaine dernière : «600 000 communistes». «Nous pouvons être un million dans trois ans», tel est le titre de l'article de la page 20. Le seul mot d'ordre que les dirigeants du PCF ont su présenter à leur militants, c'est : faites des adhésions. C'était déjà la consigne (la seule) de Marchais au meeting de la porte de Pantin, au lendemain de la rupture.

Ce mot-d'ordre vise deux buts.

Le premier, c'est de

combler le retard pris par le PCF par rapport au PS. Il ne fait aucun doute, personne ne peut le nier, que l'Union de la gauche a permis au PS de multiplier ses scores électoraux par 7, alors que les électeurs du PCF restent toujours à peu près le même nombre. On peut même se demander si avec les derniers événements, le PCF ne perdra pas des voix en mars 1978...

Or, pour que Marchais aille à nouveau renégocier avec Mitterrand un partage du pouvoir intéressant

pour les pontes du PCF, il faut qu'il soit en position de force : il faut des voix et des adhérents.

Mais il y a une autre raison. Marchais expliquait la semaine dernière, aux militants du PCF : «Si par malheur ce n'est pas en 1978, ce sera le coup suivant». Et Fiterman complétait ainsi : «De toute façon, on a l'histoire devant nous». Outre que pendant ce temps-là les travailleurs continuent de subir le plan Barre, il semblerait donc que Marchais et ses acolytes aient renoncé à l'espoir de faire reculer à court terme le PS, d'aller au gouvernement avec lui en mars prochain. Tout au moins Marchais et Fiterman en envisagent plus que la possibilité. Et Mitterrand n'est-il pas en position de force ?

Du même coup, renforcer aujourd'hui le PCF, c'est préparer l'avenir à plus long terme, au-delà de

1978. C'est préparer un PCF nombreux pour un jour ou l'autre recommencer ce qui a raté cette fois-ci avec Mitterrand (et qui ratera demain) : l'Union de la gauche.

«Dans trois ans», nous dit l'Humanité dimanche. «Le coup suivant», nous dit Marchais. Or, le coup électoral suivant, en 1980 exactement, ce sont bien les élections présidentielles.

Le PCF aurait-il déjà fait son deuil des législatives pour préparer les présidentielles ? Bien sûr, il prépare les législatives. Bien sûr aussi, entre des partis opportunistes comme le PS et le PCF, des accords divers sont encore possibles pour mars 1978, ou juste après. Mais le fait que Marchais fasse un meeting aujourd'hui, à quatre mois des élections pour parler du prochain coup, est au moins révélateur de l'impasse dans laquelle se trouve son parti.

Contre les mesures Stoléro

6 000 FRANÇAIS ET IMMIGRÉS AU COUDE A COUDE

Samedi, 14 heures boulevard Barbès, dans le 18e arrondissement de Paris, des milliers de personnes se rassemblent peu à peu sur les trottoirs, aux environs du métro Barbès. Français et Immigrés sortent des autobus, des métros, des autocars qui viennent de la banlieue. Ils viennent aussi du quartier de la Goutte d'Or, tout proche, quartier populaire où la population est en majorité immigrée.

Dans les rues voisines, les cars de flics sont en place depuis la fin de la matinée. Toute une manœuvre d'intimidation policière a été organisée. Des bruits ont couru : la manif n'aura pas lieu, les flics vont charger dès qu'on se rassemblera, le lieu de rendez-vous est changé...

Boulevard de la Chapelle, la manifestation se forme. En tête, la Coordination des foyers Sonacotra en lutte et les résidents des foyers, de très nombreux travailleurs immigrés. Les Comités Sonacotra préparent cette manifestation depuis longtemps, la mobilisation est importante. «Vive le Comité de coordination», «Sonacotra cèdera» crient des milliers de voix.

La manifestation ira jusqu'au métro Ménilmon-

tant, près de Belleville, un autre quartier de Paris à large population d'immigrés. Tout au long du parcours, les slogans : «A bas les mesures racistes de Stoléro», «Halte aux crimes racistes et aux contrôles policiers»,

prévoit. Il faut éviter certaines stations de métro. Il faut aussi que les manifestants français accompagnent les manifestants immigrés.

Les flics, dans leurs cars, envahissent la petite place,



«Français immigrés, une seule classe ouvrière».

16 heures 30, métro Ménilmontant. Sitôt annoncée la dispersion, par les organisateurs, la manifestation se dissout, par petits groupes les manifestants français et immigrés s'en vont. Les organisateurs demandent au micro de se méfier du métro, des rafles possibles, des interventions policières à

mais il n'y a déjà plus personne.

Pendant ce temps, la direction du PCF condamnait cette manifestation comme toutes les initiatives qui ont pour résultat, dans la situation actuelle d'isoler les travailleurs immigrés...

Pendant ce temps aussi, les dirigeants de la CGT, de la CFDT et aussi du PS estimaient que les conditions n'étaient pas réunies

pour manifester. L'URP-CFDT avait même directement menacé certaines Unions locales qui voulaient signer l'appel à la manifestation, comme l'UL CFDT 18e.

C'est chaque jour que les travailleurs immigrés sont victimes des agressions, des fouilles, des contrôles, des persécutions administratives, des tabassages dans les commissariats. Les lois de Stoléro non seulement ajoutent de nouvelles mesures à cet arsenal, mais encore proposent aux immigrés une «solution» inacceptable : partir!

Vendredi soir, la veille de la manifestation, à quelques mètres du métro Barbès d'où elle devait partir, les flics patrouillent dans les rues de la Goutte d'Or, des barres de fer à la main, à la sortie d'un cours d'alphabétisation...

Tous les moyens sont bons à la bourgeoisie pour se débarrasser de la responsabilité de la crise. La crise, c'est pas nous, la crise c'est celle du système capitaliste. Les travailleurs immigrés n'en sont pas plus responsables que les travailleurs français. Et tous ensemble, nous saurons le montrer à Stoléro !



• PLM-Paris

Extrait du communiqué de la cellule G. Monmousseau du PCMLF

Que s'est-il passé au PLM ?

Le communiqué rappelle les faits que nous avons relatés dans notre numéro 767 (numéro spécial) :

Le 7 novembre, demande de licenciement de Monsieur Menvielle élève-inspecteur, le 9 novembre, délégation de masse auprès du directeur. A la suite de cette action décidée contre l'avis des délégués CGT et CFDT, un postier doit passer en conseil de discipline.

Le 10 novembre, l'élève-inspecteur, en consultant son dossier, y découvre trois rapports de délégués syndicaux, (un FO et deux CGT) qui, déjà en février demandaient contre lui la même sanction que le directeur, à savoir le refus de sa titularisation (!) Tous trois ne reprochent à M. Menvielle aucune faute professionnelle, mais par exemple un lui reproche d'avoir dit tout net qu'il ne voulait pas faire le garde-chiourme.

Le communiqué poursuit...

Une question revient de plus en plus souvent : pour quoi des chefs de gauche dans leurs rapports se sont-ils placés délibérément du côté de la direction et ont refusé la titularisation de Menvielle ?

Cela dépasse la personne des chefs en question. Il s'agit en fait d'une ligne politique vis à vis des travailleurs. Qu'on regarde de plus près un document de l'Union fédérale des cadres CGT PTT de mars 77, qui à la suite d'un questionnaire adressé aux chefs, développe la ligne officielle de la CGT et de la future gestion démocratique des PTT. On peut y lire page 4 :

« Il nous semble (l'UFC CGT PTT) que le personnel devrait comprendre les cadres et considérer que la discipline est nécessaire en matière de : respect des horaires, respect du temps de pause, du rendement, du matériel puis, plus loin : le personnel devrait comprendre ses droits, mais aussi ses devoirs ».

En clair : l'exploitation est un de nos devoirs et en plus, on doit la respecter ! Et le document termine par les mesures à prendre : « Exiger une certaine discipline du personnel, c'est normal. Nous pensons la aux pauses à rallonge, absences momentanées et injustifiées du service, etc. »

« Exercer la surveillance des laches, c'est nécessaire, car à tout salaire doit correspondre un certain travail »

En fait, cet « argument » nie l'exploitation des travailleurs aux PTT. Voilà ce que l'UFC CGT PTT demande aux cadres actuellement. Mais à la fin du document on apprend :

« Attaquer le problème dès maintenant » servira quand la gauche sera au pouvoir. Merci de nous l'apprendre, on commence à y voir plus clair !

Aux PTT, droite ou gauche, pour les travailleurs, on voit que ce sera pareil.

Mais pour la gauche, au plan national, la solution miracle, c'est les nationalisations. Or, nous déjà

aux PTT, ne faisons-nous pas partie du secteur public et nationalisé ? Et avec nos salaires de misère, n'y sommes-nous pas exploités ? Cela met mieux en relief que les nationalisations, qu'il y en ait 1 000 ou 50, ne changeront rien tant que les travailleurs n'auront pas le pouvoir et qu'on ne changera pas le système.

Mais dirigeants du PC et du PS, pour arriver au pouvoir ont besoin des travailleurs et de leur bulletin de vote. C'est pour cela qu'ils mettent un masque social.

C'est ainsi que régulièrement, les directions syndicales, à la traîne des partis de gauche, nous parachutent des grèves-bidons de 24 heures, pour soi-disant développer la lutte contre le plan Barre. En fait, ces grèves bidons entretiennent comme ils disent « un climat de pression » non pas pour arracher la satisfaction de nos revendications mais pour que les travailleurs pensent : « On ne peut rien gagner avec Giscard, il faut que la gauche soit au pouvoir et c'est les députés qui feront le changement ».

N'y a-t-il pas de meilleur allié au plan Barre que ces grèves bidons qui nous font perdre confiance en nos propres forces et entraînent défaitisme et démoralisation ? En fait, les directions syndicales, ont peur que les travailleurs entrent réellement en lutte.

Aujourd'hui, alors que se développe la mobilisation contre le licenciement et le conseil de discipline

les directions syndicales, ne vont-elles pas en A et en B jusqu'à refuser de tenir l'habituelle réunion de personnel des veilles de grèves de 24 heures bidons ? Car elles ont peur que les travailleurs ne décident tous ensemble d'une action qui leur échappe ! Ne l'ont-ils pas reconnu ouvertement en B en déclarant que : « dans le climat actuel, il était inopportun de faire une assemblée générale » ?

Se battre contre le chômage!

Beullac, le ministre du chômage, se vante sur tous les toits du succès de l'opération « Jeunes-emploi » lancée à la rentrée de septembre. Nous allons aborder dans cet éditorial la question du « stage pratique » et de la mobilisation contre le chômage.

Le stage pratique :

Le jeune n'est pas embauché par l'entreprise. Il a un statut de stagiaire en formation continue, comme s'il était en stage FPA par exemple. Il est pris en charge par l'Etat et perçoit glorieusement par l'AFPA 410 F s'il a moins de 18 ans, 90 % du SMIC s'il a de 18 à 25 ans. Déjà au niveau de la rémunération, il est plus mal loti qu'un stagiaire FPA qui, lui, peut percevoir soit 410 F, soit 90 % du SMIC, 110 % du SMIC ou 90 % de son salaire antérieur.

Le stage se déroule dans les entreprises et dure 6, 7, 8 mois obligatoirement. L'entreprise doit demander l'autorisation de prendre des stagiaires à la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre et cela lui est accordé automatiquement au maximum 15 jours après la demande.

Il n'est pas question de donner une formation au jeune, il est bien précisé que le bla-bla-bla sur les 200 heures de formation ne sont là que pour la forme. Il n'y aura aucun contrôle !

N'étant pas embauché par l'entreprise, il ne peut bénéficier d'aucun droit attaché à la situation de l'entreprise, conventions collectives, etc.

Par contre, il doit se plier au règlement de l'entreprise, y compris au niveau des horaires. Qu'importe s'il ne reçoit qu'une rémunération sur la base de 40 heures alors que dans l'entreprise on lui demandera d'en faire 42 ou plus, de faire les 2 X 8 ou les 3 X 8 ou de travailler la nuit.

Quant à la législation du travail, il revient au stagiaire de demander à ce qu'elle soit appliquée.

Le patron peut s'en débarrasser quand il veut, mais s'il vient l'idée au jeune de prendre la porte devant une telle exploitation avant la fin du stage,

l'Etat peut lui réclamer de rembourser les sommes qu'il a perçues pendant le stage.

Cela revient pour les patrons à ne pas embaucher, à ne pas appliquer la législation du travail sur l'embauche, en particulier sur le nombre moyen des salariés dans l'entreprise pendant un an.

Les patrons peuvent donc vider pour licenciement économique ou autre et remplacer ce personnel par des stagiaires de stage pratique en entreprise.

Contre le chômage

Face à cette situation intolérable faite aux chômeurs et aux jeunes, la tâche des marxistes-léninistes consiste à organiser un travail conséquent en direction des chômeurs.

Il existe en ce domaine de nombreuses expériences fort intéressantes dont nous n'avons pas toujours connaissance et que nous appelons à nous faire connaître le plus vite possible. Dans l'immédiat ce que nous pouvons dire c'est qu'il existe plusieurs possibilités d'actions.

On peut dans le cadre de syndicats créer des comités de chômeurs représentatifs, menant un travail pour organiser les chômeurs, travaillant sur les ANPE.

On peut continuer à organiser les chômeurs dans le cadre de leurs anciennes sections syndicales si la situation de l'entreprise s'y prête (grève, etc.).

Les marxistes-léninistes ont un autre travail à faire, un travail précieux : populariser les décisions de la deuxième Conférence nationale ouvrière du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Les mots d'ordre avancés sont les suivants :
- Non à tout licenciement !
- Non au chômage, du travail pour tous !
- Titularisation immédiate des auxiliaires ! Embauche définitive des hors-statuts !
- SMIC pour les chômeurs !
- Transports gratuits, électricité et gaz gratuits, pas d'impôts pour les chômeurs !

• Rennes

Le directeur PCF d'une MJC licencie une animatrice

A la maison des jeunes et de la culture du grand Cordel (Rennes-Maurepas), l'animatrice qui s'occupe du secteur enfance vient d'être licenciée. Pourquoi ?

En ce début d'année scolaire, des parents regroupés au sein d'une commission « enfance » et membres du conseil d'administration ont dénoncé par courrier auprès des autres parents, les décisions arbitraires prises par le bureau du Conseil d'administration (suppression d'activités privilégiant l'imagination et l'expression créative des enfants au profit d'activités strictement techniques).

Suite à cela, l'animatrice est convoquée le lundi 17 octobre par le bureau, sans en connaître les motifs. Elle subit alors un interrogatoire et se voit reprocher de ne pas avoir informé le directeur de ce courrier dont elle connaissait l'existence.

On l'accuse également d'avoir communiqué les adresses des parents d'enfants adhérents à la MJC. Devant son refus de répondre à l'interrogatoire et l'exigence qu'elle pose de s'expliquer devant le Conseil d'administration, son employeur et non le bureau, le directeur membre du PCF, délégué CGT tente de l'intimider : « tu sais cela peut te conduire très loin... etc. »

Enfin, devant sa détermination, le bureau jugeant son attitude « inadmissible et intolérable » lui inflige un blâme et convoque le Conseil d'adminis-

tration pour prendre une sanction « en mesure de la gravité de la faute commise ». Celui-ci prononce le licenciement par 10 voix pour, 7 contre, une abstention et un refus de vote.

La majorité des administrateurs qui ont voté le licenciement sont soit membres du PC ou du PS soit très proches de ces deux partis. Tous les membres de droit : jeunesse et sport, fédération régionale des MJC, la municipalité d'Union de la gauche ont voté pour le licenciement. Le représentant du comité d'entreprise d'Oberthur (imprimerie à Rennes), membre du PC, a lui aussi voté pour.

Métayer, représentant de la Fédération nationale n'en est d'ailleurs pas à son coup d'essai : il a déjà licencié trois animateurs syndiqués CFDT du foyer Paul Bert de St-Brieuc... il a essayé sans succès de licencier le directeur de la MJC (Rennes centre), syndiqué lui aussi CFDT, il y a deux ans. Les membres du Conseil d'administration qui ont voté contre le licenciement ont dénoncé les méthodes réactionnaires de tous ces patrons de choc de la gauche.

Un comité de soutien vient d'être mis sur pied sous la direction de la section CFDT des personnels MJC de Bretagne et des administrateurs soutenant la licenciée. Il engage la lutte pour la réintégration immédiate de l'animatrice.

• Montpellier

Un patron PS débouté



Le patron de la maison de repos de la Grande-motte avait porté plainte contre le syndicat santé CFDT pour diffamation. Le tribunal a jugé la plainte irrecevable.

Ce patron, comme ceux du foyer Lou Cantou dont nous avons plus d'une fois parlé dans nos colonnes, est de « gauche ». Il s'appelle Léon Jean ; il est maire et membre du PS.

Message de soutien du comité de Montpellier du PCMLF

Aux ouvrières de Macotex en grève

« Le Comité de Montpellier du PCMLF vous adresse son salut fraternel ! Notre parti apporte son soutien à votre juste lutte pour la satisfaction de vos revendications. Il vous soutient d'autant plus que votre grève courageuse montre qu'aujourd'hui, il est possible de lutter sans compromis contre les patrons ; c'est un exemple pour tous les travailleurs de notre ville ; oui, seule la lutte paie ! Ce n'est que comme cela que nous arracherons nos revendications !

Courage camarades ! Forts du soutien des travailleurs de notre ville et tous unis sur vos revendications vous ferez céder le patron !

Nous joignons également la somme de 100 F pour le soutien financier à votre lutte. »